

Pour notre part, nous organisons de façon permanente l'A.G.L. ou les travailleurs avancés qui, à cette occasion, font le pas vers cette A.G.L.

Mais nous proposons systématiquement l'unité d'action aux réformistes et nous éduquons les comités à notre tactique d'initiatives-unité d'action-débordement; nous proposons la participation de l'organisation « de masse » aux cartels divers mis en place par les réformistes.

Parallèlement, au sein des organisations regroupant l'A.G.L., nous répondons aux demandes politiques de cette A.G.L. en rapport avec la situation objective sans, bien sûr, minoriser l'organisation « de masse », c'est-à-dire sans lui faire assumer l'ensemble des positions de la L.C.R. (ce qui souligne la nécessité d'une propagande autonome complémentaire).

La possibilité de telles organisations nationales unitaires dépend des rapports de forces entre les centristes, l'ultra-gauche et nous dans la mesure où nous ne pouvons accepter de participer durablement à une organisation d'A.G.L. qui refuserait l'unité d'action avec les réformistes.

Mais le déplacement des rapports de forces entre l'ultra-gauche et nous, l'évolution du courant centriste qui oscille aujourd'hui entre les réformistes et nous, et non plus entre nous et l'ultra-gauche comme dans l'après-mai 1968, rend possible aujourd'hui de telles organisations nationales unitaires.

3.2. - Notre travail de masse permanent comprend actuellement sept « rubriques » dont l'importance tient soit à leur place directe dans la stratégie révolutionnaire et l'affrontement avec l'Etat (tendance syndicale, armée, internationalisme); soit à la radicalisation sociale à laquelle elles répondent dès aujourd'hui et qui prendra encore plus d'ampleur dans la période de transition au socialisme (femmes, immigrés).

Dans tous les cas, notre préoccupation fondamentale est le développement de notre pénétration au sein des entreprises dans le but, dans cette phase de préparation révolutionnaire, de faire pénétrer le débat au sein du mouvement ouvrier sur un certain nombre d'éléments clés du programme de transition (auto-organisation, contrôle ouvrier et grève active, auto-défense ouvrière, antimilitarisme, unité de la classe ouvrière : hommes, femmes; français, immigrés), et d'accumuler un certain nombre d'expériences préalables aujourd'hui isolées mais qui pourront se généraliser lors d'une crise révolutionnaire.

Cette préoccupation doit être présente dans l'ensemble de nos activités de masse.

3.2.1. - La construction de la tendance syndicale dans les syndicats ouvriers.

Elle se fait « par en bas » et « par en haut ».

« Par en bas » :

- par notre activité dans les sections syndicales, et surtout, à une étape supérieure, par l'animation de structures syndicales servant de pôles de références aux militants combattifs;
- par des batailles de congrès où nous pouvons regrouper sur des amendements un large courant représentant en « pointillé » la tendance que nous voulons construire;
- par les regroupements larges tendanciels locaux, se réunissant ouvertement, que nous pouvons impulser à l'occasion d'une lutte sabotée par les directions syndicales, ou à la suite d'un congrès, prolongeant ainsi le « trait pointillé »;
- par des regroupements oppositionnels, regroupant des militants de l'A.G.L. Le danger de tels regroupements est que, devant le mur bureaucratique, loin de chercher à mener une bataille pour

la vie démocratique du syndicat pied à pied, ils cherchent à contourner l'obstacle par la fuite en avant en tentant de se transformer en une troisième force politico-syndicale.

« Par en haut » :

Mais il serait totalement illusoire de croire qu'une tendance nationale peut naître par la simple accumulation de regroupements locaux. Elle nécessite des initiatives nationales prises par une force crédible. Cette force crédible peut être soit des militants reconnus, soit une structure syndicale. Ces initiatives nationales ne peuvent être prises à l'étape actuelle que par notre seule force. Elles nécessitent une unité avec d'autres courants, organisés ou non.

Sur quelle plate-forme peut se constituer une telle tendance ?

Si les regroupements locaux se font essentiellement sur la pratique syndicale, à l'échelle nationale, la plate-forme d'une telle tendance devrait comprendre les cinq axes suivants :

1. pour les revendications unifiantes;
2. pour les formes de lutte efficaces;
3. pour la démocratie syndicale et ouvrière;
4. pour l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T., vers la fusion syndicale avec droit de tendance;
5. pour un troisième tour social débouchant sur un gouvernement des organisations ouvrières.

Ces points ne sont évidemment pas exclusifs, mais ils représentent, dans la situation politique actuelle, les axes essentiels d'une **réponse nationale** face aux réformistes. De toutes façons, les m.r. devront développer au sein de la tendance leurs propres analyses et une série de problèmes, sans vouloir en faire nécessairement une référence de la tendance.

En particulier, il y a deux axes que nous défendons et dont nous ne pouvons faire un préalable pour la tendance nationale :

- La fusion syndicale. En effet, s'il est exclu que nous participions à une tendance qui refuserait l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T., nous devons avoir une démarche pédagogique pour la fusion syndicale en mettant en avant les éléments pratiques qui permettraient d'engager aujourd'hui un processus démocratique de fusion de la base au sommet et non en nous contentant d'une position de principe.
- La formule de gouvernement. En effet, si nous sommes convaincus que, sans un accord minimum sur le débouché politique à donner aux luttes, aucune tendance syndicale ne pourrait se maintenir dans la situation actuelle et se diviserait immédiatement face aux initiatives réformistes. Nous ne ferions pas à l'étape actuelle de l'accord sur la formule de gouvernement (gouvernement P.C.-P.S. ou gouvernement des partis ouvriers ou gouvernement des organisations ouvrières...) un préalable à une tendance lutte de classe. Par contre, la distinction entre pouvoir et gouvernement, l'affirmation que seule la lutte de classe pourra donner le pouvoir à la classe ouvrière, le refus de toute subordination des luttes et des revendications à des arguments électoralistes sont évidemment des préalables à une tendance.

3.2.2. - Le travail immigré.

Nous nous battons dans le sens d'une intégration de classe des travailleurs immigrés au sein du mouvement ouvrier, dans le sens de la prise en charge par l'ensemble de la classe ouvrière des revendications des travailleurs immigrés, pour la préparation du retour au pays.

1. Nous nous battons dans les organisations syndicales pour la prise en charge des revendications spécifiques des travailleurs immi-